



NITERÓI
SEMPRE À FRENTE

Direitos Humanos

MANUEL POUR LES IMMIGRANTS DE NITEROI





Droits

- 1 Document**
- 2 Droits économiques, sociaux, culturelles et le droit à la politique**
- 3 Non discrimination et protection contre toute forme de violence**
- 4 Assistance juridique gratuite et accès à la justice**
- 5 Libre circulation sur tout l'étendu du territoir bresilien**
- 6 Résidence pour une durée indéterminée**

Droits

7

Naturalisation

8

Reunion Familiale

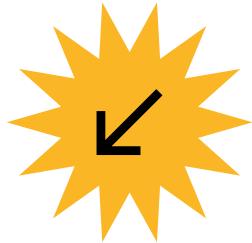
- * Protection contre le non retour au pays d'origine
- * Flexibilité d'exigence de présentation des documents du pays d'origine

* Spécifique aux personnes en situation de réfugié





Documents



01

REGISTRE NATIONAL
MIGRATOIRE (RNM)

02



ENREGISTREMENT DE
PERSONNE PHYSIQUE (CPF)

03

PERMIS DE TRAVAIL ET
GARANTIE SOCIALE (CTPS)

04

PASSEPORT POUR
IMMIGRANT



DÉLIVRANCE ET RENOUVELLEMENT DU REGISTRE NATIONAL MIGRATOIRE- RNM

Comparaître au département de la police fédérale et solliciter la délivrance de la déclaration du CONARE (Comité Nacional de Refugié) relationné à la condition du réfugié. Cette sollicitation doit-être réalisé á la police fédérale avec l'e-mail suivant: conare@mj.gov.br;

2 Remplir la demande dans le site web de la police fédérale : www.dpf.gov.br (dans l'option étranger, clique la partie demande de registre/renouvellement);

3 Effectuer le paiement de la taxe GRU-FUNAPOL pour les étrangers: disponible sur le site web de la police fédérale: www.dpf.gov.br

4 Comparaître á une unité de police fédérale et présenter les documents suivants:

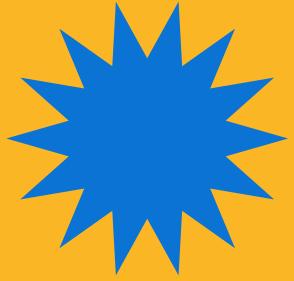
→ Formulaire de la demande imprimée remplie dans le web site de la police fédérale;

→ Protocole de sollicitation de réfugié (seulement pour les personnes qui sollicite le RNM pour la première fois);

→ Reçu du paiement de la taxe GRU-FUNEPOL.

→ *ATTENTION: Dans les cas d'accueil humanitaire et de réfugié, le paiement de la taxe GRU ne sera pas obligatoire





DEMANDE D'ÉMISSION DU REGISTRE DE PERSONNE PHYSIQUE - CPF

1

L'émission du CPF peut-être faite en moins d'une heure, dans toutes les agences de courriers, caisses économiques Fédérale ou Banque du Brésil avec la taxe de 7 reais.

2

Documents nécessaires pour émettre le CPF:

→ Pour les majeurs de 18 ans, doit-être présenté l'original ou la copie authentique du document d'identité de l'intéressé, est aussi valide la présentation du protocole ou le RNM.

→ Pour les majeurs de 18 ans, doit-être présenté l'original ou la copie authentique du document d'identité de l'intéressé et le document d'identité original de l'un des parents ou d'un responsable de famille.



DÉLIVRANCE DE LA CARTE DE TRAVAIL - CTPS

L'intéressé doit aller à la super-intendance Régionale du travail et de l'emploi (SRTE) ou à la gérance Régionale le plus proche du lieu de résidence, avec les documents qui suivent:

- Deux photos 3x4 cm, avec un fond blanc, coloré ou en blanc et noir, égales et récentes;
- Registre National Migratoire (RNM) originale accompagné de la copie (recto-verso) ou le protocole de sollicitation du RNM (originale ou photocopie);
- Les étrangers qui ont été déjà reconnus comme réfugiés, doivent présenter la copie de la décision du CONARE qui prouve la reconnaissance de la condition de réfugié de l'individu.

PASSEPORT POUR IMMIGRANT

→ Selon la police fédérale, l'étranger doit voyager en utilisant le passeport de son pays d'origine.

Cependant, aux cas exceptionnels, il pourrait être → conçu de nouveau passeport pour l'immigrant ou délivrer le laissez passer à la personne qui se retrouvent dans les cas suivants:

1 Si la personne est citoyenne d'un pays qui n'a pas de relation diplomatique avec le Brésil

2 Si la personne est citoyenne d'un pays qui ne possède aucune division consulaire (Bureau, division consulaire)

3 Si la personne possède un document qui prouve le refus du consulat à émettre un passeport une nécessité de voyage

4 Si la personne qui est réfugiée (cela ne s'applique pas au demande de refuge) qui doivent remplir certaines autres documents

5 Si la personne est apatride (sans nationalité), ou si la personne a la nationalité indéfinie

6 Si la personne est un exilé politique



DROITS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES

01 Droit à une alimentation adéquate, droit à une résidence adéquate, à l'éducation, à la santé, à la sécurité sociale, à la participation dans la vie sociale et culturelle, à l'eau.

02 Droits au travail, en plus du droit de ne pas être soumis au travail forcé, le droit de choisir un travail et de décider de son propre chef de travailler ou non, droit d'avoir un salaire juste et égal pour le même travail, droit au divertissement et à la limitation raisonnable des heures de travail, conditions de travail sûre et saine, droit de former ou de faire partir d'un syndicat, droit au grève.

03 Droit à la sécurité et à la protection sociale, en plus du droit de non refus ou refus arbitraire sans justification du droit à la sécurité sociale de la personne, Droit à l'égalité de protection de l'individu en cas de chômage, maladie, vieillesse ou d'autres cas de pertes qui pourrait éventuellement assuré la survivance de l'individu



DROIT SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES

Droit à une protection et d'une assistance familiale, à cela est inclus le droit au mariage par libre consentement, protection à maternité et à paternité, protection des enfants contre toute forme d'exploration, soit économique ou sociale.

04

Le droit à des conditions de vie adéquates, le droit à une bonne alimentation, le droit à l'eau, le droit au vêtement.

05

Le droit à la santé, ainsi que le droit à un accès libre à un centre de santé, de bien et services hospitalier, droit à la protection contre toute forme de maladie, droit à la liberté sexuelle et de fécondation.

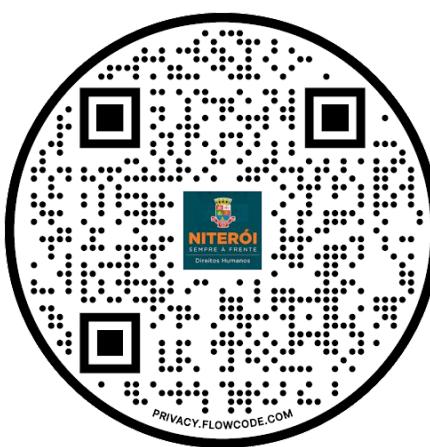
07

Le droit à l'éducation sans oublier le droit à l'éducation primaire gratuite et obligatoire, le droit à l'éducation primaire, secondaire et supérieure, droit à la liberté des parents de choisir la bonne école pour leurs enfants.

REVALIDATION DE DIPLÔME (UFF)

La sollicitation de revalidation de diplôme de la graduation expédié par les établissements étrangers d'enseignement supérieur doit être faite par l'intéressé, à travers un processus administratif, selon les informations disponibles dans les pages à suivre:

Revalidation de diplôme obtenu à l'extérieur



À l'exception
de la
Médecine et
Réfugiés

Medicine

Réfugiés

REVALIDATION DE DIPLÔME (D'AUTRES UNIVERSITÉS)

Le processus de reconnaissance ou de revalidation de diplôme, doit commencer et se poursuivre sur la plateforme Carolina Bori. La Plateforme "Carolina Bori" est un système informatique qui a été créé par le ministère de l'éducation (SESU e CAPES), pour la gestion et le contrôle du processus de revalidation et de reconnaissance de diplômes étrangers au Brésil. Cette plateforme réunit les Institutions d'Enseignement Supérieur (IES) publiques et privés, qui offrent les informations nécessaires pour que les intéressés puissent solliciter la revalidation de leur diplômes.

→
Également, la plateforme facilite la gestion et le contrôle pour la bonne fluctuation du processus de revalidation/reconnaissance, en plus d'une grande interaction entre les parties intéressées.

Par moyen de la plateforme, les IES offrent à l'intéressé les informations suivantes: Documents exigés, cours et programmes offerts, capacité des services et valeurs de la taxe pour l'exécution du service demandé. Ainsi, l'intéressé peut choisir l'institution dans laquelle il sollicitera la revalidation du diplôme.

REVALIDATION DE DIPLÔME (D'AUTRES UNIVERSITÉS)

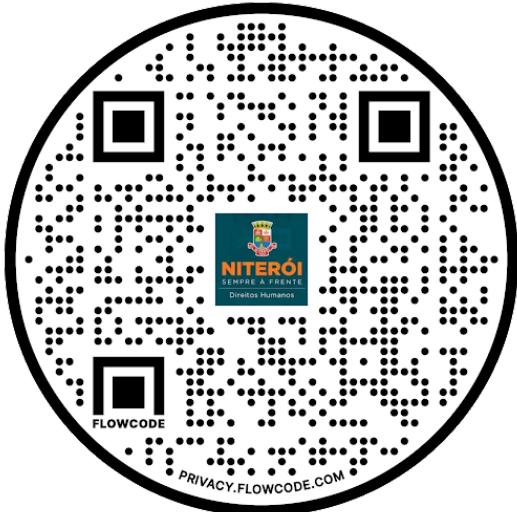
UFRJ

Le processus de reconnaissance commence sur la plateforme Carolina Bori doit contenir les documents de la résolution CPEG 05/2019. Le jugement pour l'équivalence sera réalisé par une commission spéciale de reconnaissance (CER) désignée par la coordination du cours de master constitué par 3 membres du groupes des professeurs actifs de UFRJ, qui possède une qualification compatible au secteur en plus d'un certain niveau d'étude reconnus. Dans le processus, il est important que le diplôme passe par la coordination du cours, qu'il soit lu et approuvé par la commission de la coordination du cours.

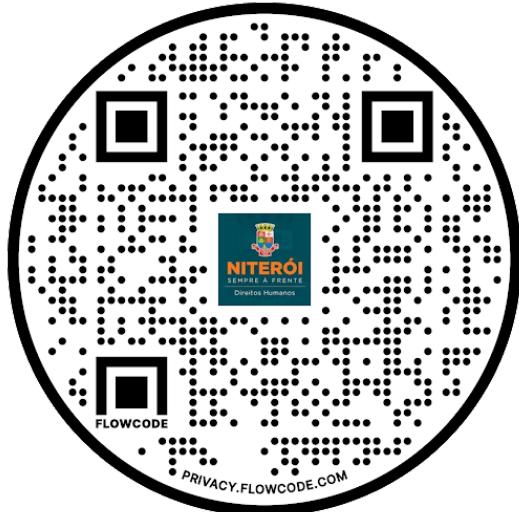
La commission Spéciale de Reconnaissance (CER), transférera le bilan final à la coordination du cours, qui à son tour va l'annexer et l'envoyer à CPEG pour le faire approuver. Une fois conclu le processus, l'intéressé devra effectuer le paiement de la taxe pour la finalisation du registre de reconnaissance du diplôme. Les valeurs des taxes sont définies par la résolution du conseil supérieur de coordination executive. Le diplome original, à être validé doit contenir certification du consulat pays d'origine. Si le pays du titulaire du diplôme est signataire d'une convention sur l'élimination de l'exigence de légalisation de documents publics Étrangers, le diplôme devra avoir une reconnaissance du consulat du pays dans lequel a été obtenu le diplôme (décret 8.660/2016 de 29 de janeiro de 2016).



REVALIDATION DE DIPLÔME (D'AUTRES UNIVERSITÉS)

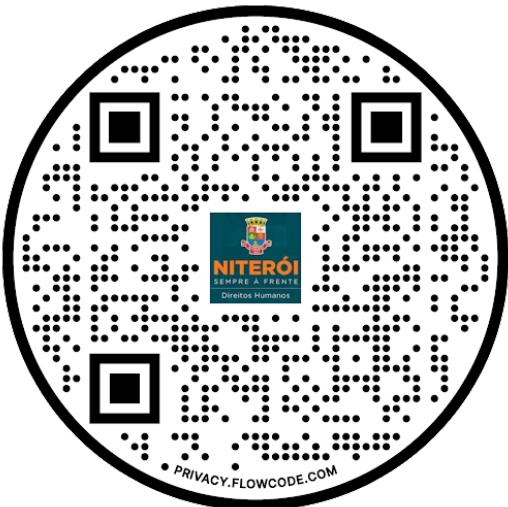


Resolution CEPG
05/2019

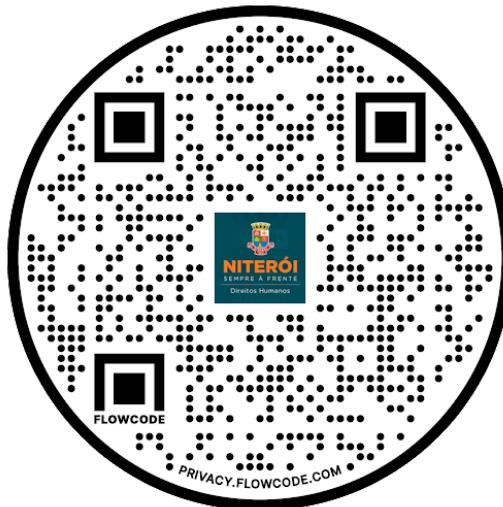


La liste des pays
signataires du traité

→ Revalidation faite par:



ESTÁCIO



PUC-RJ

NON DISCRIMINATION ET PROTECTION CONTRE LA VIOLENCE

Conformément à la loi n° 7716, seront punis, les crimes de discriminations, préjugés raciales, ethnique, de religion ou
→ de xénophobie

La législation brésilienne aussi fournit une ample protection contre toute forme de violence, principalement
→ la violence contre le genre, et la violence sur la femme.

→ La loi "Maria da Penha" a créé des moyens pour interdire la violence domestique et familiale contre la femme et établit des mesures d'assistance et de protection.

→ La loi "Carolina Dieckmann" a transformé en un crime l'invasion d'appareils électroniques en vue d'obtenir des données particulières.

→ La loi "minuto seguinte" offre une certaine garantie et protection aux femmes victimes de violence sexuelle, ainsi que des consultations gratuites attravers le SUS, consultation médicale, psychologique et sociale.

→ La loi du féminicide prévoit le féminicide comme une circonstance qualifiée de crime d'homicide.

COMMENT AGIR EN CAS DE VIOLENCE

→ La victime doit se rendre au poste de police et informer les agents du préjudice et violence subi.

→ Faire une convocation dans un poste de police

Pour les cas de violence contre la femme, il existe des → postes de polices especialisés pour ce genre de cas.

Après avoir fait enregistrer le cas, il est nécessaire de s'informer auprès de l'agent de police, s'il est nécessaire → de prendre des mesures de protection ou s'il y a possibilité de prendre des mesures judiciaires contre l'agresseur

Dans ces cas, les vidéos, photos représentent une grande aide dans le processus. Le juge aura 48h pour appliquer → les mesures de protections qui peuvent être aussi étendus aux enfants de la femme.

Assistance juridique gratuite et accès à la justice



La constitution fédérale de 1988, qui consacre l'État de droit et de démocratie, à définir dans son article 5°, paragraphe LXXIV, déclare que l'Etat à le devoir de donner une assistance juridique intégrale et gratuite au personne démunie et en manque de ressource financière. Cette assistance vise à garantir pour l'individu la pleine jouissance de ses droits.

L'assistance juridique gratuite qui assure ces garanties du droit des nécessiteux, est réalisée par le bureau du procureur de la république (DP), aussi par d'autres moyens. Cette assistance complète avec la dispense du paiement des taxes judiciaires. Bien que les expressions parfois se confondent utiliser dans les débats au tribunal, il existe des doctrines ou théoriciens qui fixent une distinction claire entre assistance juridique (orientation et défense en faveur des personnes pauvres) et gratuités de justice, ou justice gratuite (dispense de taxes judiciaires).

Libre circulation sur le territoir bresilien

Le paragraphe XV de la constitution en vigueur traite le droit d'aller et venir, la liberté de locomotion de l'individu dans le territoire et hors du territoir Bresilien. En général, cela permet au personnes brésiliennes (Bresilien né et naturalisé) comme étrangers (s'ils ont le passeport conformément aux normes établies), la possibilité de marcher dans les rues publiques et fréquenter les espaces publics d'utilité commune. Cela est comme une espèce de pouvoir attribué à la population.

Résidence à durée indéterminée

Le conseil national de l'immigration (CNIg) et le comité national pour les réfugiés (CONARE), du ministère de la justice et de la sécurité publique ont autorisé pour les demandeurs de statut de réfugié au Brésil, la résidence est dû à une question de travail. Avec la nouvelle mesure, l'intéressé peut transformer l'autorisation de résidence temporaire en une résidente pour une durée indéterminée.

La décision garantie la sollicitation des immigrants qui sont déjà actifs dans le marché de l'emploi formel depuis deux ans et ayant sollicité le statut de réfugié avant le 21 novembre 2017, date de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi migratoire. Il y a nécessité de prouver l'inclusion de l'intéressé dans le marché de l'emploi formel.

Naturalisation

C'est l'acte par lequel une personne obtient volontairement la nationalité brésilienne, lorsque cette personne remplit les conditions requises établie par la loi, décret et normes.

La naturalisation peut être sollicitée par l'immigrant qui réside au Brésil pour une durée indéterminée.

La demande de naturalisation peut se faire dans le site web suivant: www.gov.br , la suite du processus se fait présriellement à la police fédérale.

180 jours est le temps d'attente pour ce genre de service administratif.

Reunion Familiale

La réunion familiale est le droit qu'à un immigrant de pouvoir se réunir avec ses parents qui vivent au pays d'origine. Ce type de visa donne la possibilité aux personnes qui veulent se réunir avec leur famille.

La sollicitation de visa pour réunion de famille est permis uniquement qu'aux personnes qui ont un conjoint ou une conjointe Brésilienne ou un parent qui a un visa permanent, cela inclut les immigrants qui ont des enfants brésiliens.

Pour obtenir un visa de réunion familiale, l'immigrant doit présenter à la police fédérale quelques documents comme: un document d'identité (RNM), le certificat de nationalité ou de mariage ou même d'autres documents que l'intéressé pourra retrouver sur le site web de la police fédérale.



Devoirs

→ Le devoir de respecter toute les lois

- > La constitution fédérale doit être respectée par tous les citoyens, en ce sens les individus qui ne respecteront pas la législation brésilienne, seront soumis à des mesures judiciaires.

→ Le devoir de respecter les personnes, respecté les entités et organismes publics et privés

- > En plus du respect de la constitution, il est important d'entretenir une bonne relation avec tous, indépendamment de l'âge, du genre, de l'orientation sexuelle, de l'opinion politique, ethnique, couleur de peau, ainsi que les entités et organismes.

→ Devoir de renouveler la carte de réfugié (RNM)

- > Il est très important de veiller à la validité de tout document, principalement celui du (RNM).
- > Il est important de toujours chercher à renouveler le document avant que sa date de validité ne passe, de mode à ratrappier possible retard.

→ Il faut également informer son domicile et toujours le maintenir actualiser à la police fédérale.





Devoirs

→ Sollicité une autorisation du CONARE pour effectuer des voyages à l'extérieur.

- > La sollicitation doit être faite en accord avec la résolution normative n°23 do CONARE
- > Les sollicitations de voyage doivent être faites 2 mois avant la date préétablie pour l'embarquement. Cette sollicitation doit être analysée par le CGARE et communiquer à l'assemblée du CONARE à la réunion bien après que la sollicitation soit émise.
- > La décision de la demande d'autorisation de voyage doit être fondée et délibérée dans un délai maximum de 15 jours, à compter de la date à laquelle le CGARE reçoit la sollicitation. Les différentes étapes du processus doivent être informés à l'intéressé ou à son procureur ou organisation de la société civile qui représente l'intéressé.
- * Il est possible de rencontrer la police fédérale à Rio de Janeiro, à l'aéroport Santos Dumont, à la Place Sen. Salgado Filho - au centre de Rio.
- * Pour plus d'information, contacter www.pf.gov.br

LIEU DE DIVERTISSEMENT

-  Parque da Cidade
-  Shopping Bay Market
-  Campo de São Bento
-  Caminho Niemeyer
-  Plaza Shopping
-  Reserva Cultural
-  Costão de Itacoatiara
-  Museu de Artes Contemporâneas (MAC)
-  Praias de Niterói



Principaux centres religieux

Matrice Chrétienne

Catedral Arquidiocesana de Niterói - Igreja Católica

Santuário das Almas - Igreja Católica com Pastoral da Cidadania

Igreja Anglicana (mesmo local do Santuário das Almas)

Comunidade Evangélica de Confissão Luterana no Brasil -IECLB

Alameda Alcides, 102 - Icaraí, Niterói - RJ, 24230-120

Primeira Igreja Batista de Niterói

R. Marquês de Paraná, 225 - Centro, Niterói - RJ, 23890-000

Casa Senhora do Carmo

Travessa Senhora do Carmo, nº 12 - Santa Rosa - Niterói, RJ - CEP: 24.240-220

Matrice Islamique

Masjid El Nur (Mesquita da Luz)

R. Gonzaga Bastos, 77 - Vila Isabel, Rio de Janeiro - RJ, 20511-090

Matriz Juive

Centro Israelita de Niterói

R. Visc. do Uruguai, 255 - Centro, Niterói - RJ, 24030-075

Matriz Africaine

Terreiro de Umbanda Filhos do Vento

R. Constantino Pereira - Fonseca, Niterói - RJ, 24120-0605

POUR PLUS D'INFORMATIONS ET AIDE

→ Entrez en contact avec le Secretaire Municipal des Droits Humains de Niterói

- * Centre de Reception Especialisé au Migrant e Refugié
- * Adresse: R. Prof. Plínio Leite, 86-168 - Sous-sol- Centre, Niterói - RJ, 24020-011
- * Zap da cidadania: (21) 96992-9577

→ Help.ACNUR.Org/brazil